

Flashinfo

Le 1^{er} octobre se gagne dès maintenant !

Juin a vu de nombreuses actions dans plusieurs professions : La Poste, Edf, les Papeteries de la Chapelle Darblay, les salarié-e-s d'ADP parmi d'autres. Les retraité-e-s s'y sont investi-e-s en soutenant les actives et actifs, en participant aux manifestations tout en préparant **la grande journée de mobilisation des retraité-e-s du 1er octobre, à l'appel de 7 organisations, pour une Sécurité Sociale de haut niveau.**

Cette journée se prépare dans les sections, avec les USR ; les contacts avec les autres syndicats sont pris localement, la mobilisation se prépare. Des tracts sont envoyés aux syndiqué-e-s.

L'UFR FAPT a mis à disposition du matériel pour aider à la mobilisation : pétition complémentaire santé, requêtes PPCR et des bulletins de pension papier, des tracts, ...**Elle réunit ses directions de sections le 20 Juillet en réunion téléphonique.**

L'abstention record aux élections départementales et régionales ne doit pas remettre en cause notre force et notre rôle pour gagner une autre société plus juste qui répondent à nos revendications. Beaucoup de médias, pour ne pas poser les bonnes questions, se sont souvent contentés de souligner les scores de LREM, très bas, et du RN qui sont en deçà des prévisions mais toujours trop haut. Silence sur les autres partis. **A nous de marteler nos revendications, de continuer la bataille des idées.**

Cet été doit être le tremplin d'une rentrée mobilisatrice d'autant plus que le gouvernement persiste dans sa réforme des retraites. 5 Organisations syndicales dont la CGT travaillent à une journée d'action interprofessionnelle début octobre pour gagner un monde d'après meilleur et pour ne pas laisser les travailleuses et travailleurs et les retraité-e-s payer les méfaits de la crise.

Face aux batailles qui s'annoncent, la force de la CGT réside dans sa capacité à proposer une voie tracée ensemble à partir du quotidien de chacun. Les retraité-e-s se mobilisent pour gagner un grand 1^{er} octobre et seront présent-e-s dans les actions interprofessionnelles.

Syndicalisation

67 FNI 2020 manquants pour être au 100% ; profitons de l'été pour aller les chercher et rester en lien avec nos syndiqués. La continuité syndicale : appelons les camarades susceptibles de partir en retraite ou en temps libéré.

Luttes gagnantes

Dans les Ardennes, le Pas de Calais, le Tarn et Garonne, les Pyrénées Orientales, avec des grèves ou des AG au courrier les personnels ont gagné selon ces services le retour à l'organisation de travail précédente, des groupes de travail pour un autre projet, une prime d'apprentissage de 500 €, le paiement d'une journée de grève, la double compensation pour le traitement des plis électoraux, le panier repas, des renforts sacoques et seniors, un samedi sur 2 en test, la remise en place de l'organisation actuelle si, pas d'accord avec le samedi sur 2, la PCTI versée à tous les intérimaires, la prise en compte progressive des autres primes.

Les inégalités en France

Les 10 % les plus fortunés possèdent la moitié (46,4%) de l'ensemble du patrimoine des ménages. Avant même l'arrivée du COVID, c'est chez les 18-29 ans que le taux de pauvreté a le plus augmenté, passant de 8,2 % en 2002 à 12,5% en 2018. Les parcours scolaires et l'orientation des élèves continuent d'être largement liés à leur appartenance sociale.

Retraite

La crise sanitaire n'a fait que suspendre les mauvais coups. La volonté de casse des retraites par répartition demeure et le pouvoir relance le débat pour atteindre, dans un premier temps, encore plus de désengagement des entreprises, un départ à 64 ans et 43 ans minimum de cotisations. Donc, pas d'illusions, **le retour des 60 ans et la hausse des retraites ne pourront résulter que des mobilisations pour l'augmentation des recettes.**

Ikéa condamné définitivement

Après plus de 8 ans de procédures judiciaires, l'affaire « Ikéa » arrive à son terme. La condamnation est sans appel : l'enseigne Ikéa est reconnue responsable et coupable des faits de collectes personnelles illégales. Elle devra payer 1 million d'euros d'amendes et des centaines de milliers d'euros aux parties civiles. La plupart des dirigeants et cadres dirigeants ont écopé de condamnation de prisons avec sursis et des amendes allant de 5 000 à 50 000 €.

Non aux discriminations au travail !

Samedi 26 juin a eu lieu la marche des fiertés parisienne à laquelle la CGT appelait. L'égalité passe par un engagement sans faille contre toutes les formes de discrimination au travail : embauche, harcèlement, pressions. Le collectif confédéral de lutte contre les idées d'extrême droite et le racisme organise des journées de formation pour outiller les salariés : Il ne peut pas y avoir de compromis sur toutes ces questions.

Des ouvriers agricoles pas reconnus

Si les syndicats d'ouvriers agricoles ont remporté la bataille contre le patronat agricole qui menaçait d'éliminer leurs acquis inscrits dans les conventions collectives locales, ils doivent encore faire reconnaître leurs qualifications et lutter contre la précarité. Être reconnus au même niveau que les autres salariés est une lutte de longue haleine pour les salariés agricoles, comme ce fut le cas pour faire disparaître le Smag (salaire minimum agricole garanti) qui a longtemps été inférieur au Smic.

La réforme de l'assurance chômage suspendue

C'est un camouflet pour le gouvernement et E Macron qui n'ont eu de cesse de saccager les droits des chômeurs, traités de fainéants et de tricheurs à chaque occasion. La réforme a pour but de faire de violentes économies sur le dos des travailleuses et travailleurs précaires, tout en rendant encore plus malléable et disponible une main-d'œuvre, souvent très jeune, servant d'armée de réserve au patronat. La CGT se félicite de l'unité syndicale très large et de la convergence avec de nombreuses associations et collectifs qui combattent cette réforme. Après cette première victoire, la mobilisation doit continuer, non seulement pour empêcher définitivement l'application de la réforme mais aussi pour imposer l'ouverture de droits pour tous les chômeurs et précaires et à terme une autre protection sociale.

Plis électoraux et démocratie

Quand on privatise la distribution des plis électoraux, c'est la démocratie qui trinque. Les excuses de Darmanin ne vont pas jusqu'à reconnaître que le service public postal est seul capable d'assumer une telle charge de travail. Pourtant, la distribution des plis électoraux est garante du pluralisme des idées et de leur diffusion à chaque électeur. Elle ne doit plus être assujettie à la « loi du marché » mais confiée aux facteurs.

Agirc-Arrco

Une 1^{ère} séance de **négociations** a réuni patronat et syndicats, vu la baisse des réserves. Le déficit 2020 (5,3 milliards) est dû avant tout au chômage partiel et aux reports d'échéances. Le Medef veut baisser les pensions des retraités avec l'objectif d'en faire le modèle pour de futures réformes générales... Le niveau

des pensions ne doit pas devenir la variable d'ajustement de l'équilibre du régime.

Égalité des droits : la PMA pour toutes enfin adoptée !

Toutes les femmes, aux couples de lesbiennes et aux femmes célibataires peuvent avoir recours à la procréation médicalement assistée depuis le 29 juin, et ; comme pour les hétérosexuelles, elle sera remboursée par la Sécurité Sociale.

Il conviendra de rester vigilant

sur l'effectivité de la loi

et d'éventuelles dérives marchandes.

Paracétamol 100 % français, pas à n'importe quel prix.

Le gouvernement finance la relocalisation en France de la production du paracétamol, combat de la CGT. Ce financement par l'État pose question vu qui en bénéficie : SEQENS, UPSA et SANOFI, aux bénéficiaires en milliards, le paracétamol étant une rente !

L'État qui distribue l'argent de nos impôts doit exiger des garanties et s'assurer que dans les prix de vente, remboursés par notre Sécu, intègrent, par leur baisse, cet investissement public. 80 % de nos principes actifs sont produits hors Europe, le pays est passé de 44 ruptures de médicament en 2008 à 540 en 2018, 1.200 en 2019 et atteint 2.400 en 2020.

Les services d'urgence inaccessibles !

Les conséquences dramatiques montrent que les télécommunications sont un service public à reconquérir. La CGT dénonce la marchandisation du secteur des télécommunications pour satisfaire les intérêts des marchés financiers au détriment des services rendus à la population. C'est la baisse drastique des effectifs, de la rémunération, des investissements et une généralisation de la sous-traitance.



SNMO : belle victoire du SNJ-CGT et de la CGT

Depuis plusieurs années, la répression des manifestations fait des milliers de blessés, une trentaine d'éborgnés, une dizaine de mutilés, que des citoyens sont morts. Le nouveau schéma national du maintien de l'ordre (SNMO), publié en septembre 2020, confirmait la volonté du ministère de l'Intérieur de prolonger une doctrine d'escalade de la violence. Patatras ! Le Conseil d'État censure le SNMO, en annulant l'ensemble des dispositions que CGT et SNJ-CGT contestaient, des dispositions portant atteinte à la liberté de la presse et à la liberté de manifester. Une fois de plus, le gouvernement se fait épingler pour non-respect des droits fondamentaux !

INTERNATIONAL

Reconnaissance de l'Etat de Palestine !

Après plus de 70 ans, il est temps de reconnaître l'État de Palestine et de mettre fin aux violations des droits de l'homme. C'est le sens de la campagne internationale lancée par plusieurs organisations dont la CGT. Un État de Palestine souverain et autonome sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, c'est impératif pour une paix juste et durable.

Appel à solidarité avec Cuba

Cuba a réussi à gérer l'épidémie et a été solidaire en envoyant des médecins en Guyane, Martinique... Cuba a ses propres vaccins mais pour réussir à vacciner toute la population, il leur manque, par l'embargo américain, 20 millions de seringues et d'aiguilles. *Chaque donateur de 10 € financerait 125 seringues et aiguilles.*

Le « Pratique conso » de ce **Vie Nouvelle** nous donne une info INDECOSA-CGT qui peut être payante pour chaque automobiliste... Notre magazine fournit un modèle de lettre à adresser à la compagnie d'assurance, pour demander une diminution de la prime d'assurance auto vu la réduction des risques de sinistre en 2020... Et ça marche, nous ont signalé des camarades de la FAPT !